

10 milliards pour acheter la paix des quartiers, mais l'armée attendra...



Pour les sénatrices Annie Guillemot (PS) et Valérie Létard (UDI), la politique de la Ville ne distribue pas assez d'argent dans les 1 514 quartiers prioritaires. En bref, elles réclament 10 milliards d'euros, en plus des crédits de droit commun.

Telle est la conclusion d'un rapport remis cet été tandis que les Français étaient sur les plages, entre deux attentats. Ils apprendront donc à la rentrée que le Sénat a travaillé pour eux avant de se renouveler partiellement bientôt. Les grands électeurs vont-ils consolider l'effet Macron? Réponse le 24 septembre

<http://www.lefigaro.fr/politique/2017/06/30/01002-20170630ARTEFIG00006-et-maintenant-place-aux-elections-senatoriales.php>

D'ici là, les préconisations des sénatrices Annie Guillemot (PS) et Valérie Létard (UDI) auront sans doute continué leur petit bonhomme de chemin, d'autant qu'elles étaient ficelées depuis longtemps déjà. En effet, la loi Lamy définissant la politique de la Ville en termes de cohésion urbaine et de solidarité, nationale et locale, envers les quartiers défavorisés et leurs habitants, rien n'est trop cher pour le portefeuille des contribuables. Surtout quand il s'agit de gaver encore la foison des quartiers prioritaires inscrits dans 850 communes.

Appauvrir les contribuables et enrichir les caïds

« C'est plus de 100 milliards d'euros au total qui ont été dépensés pour la politique de la ville, ces trente dernières années. » Voilà déjà pour l'ardoise. Voici maintenant ce que dénonçait le site Contribuables associés, il y a neuf mois : *« Cette rallonge budgétaire au bénéfice de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine est symptomatique du désastre. Depuis 40 ans, l'État cherche à éteindre l'incendie qu'il a provoqué en favorisant la construction de logements sociaux sans parvenir à autre chose qu'à appauvrir les contribuables et à enrichir les caïds.*

La rénovation urbaine des quartiers prioritaires, « le plus grand chantier de notre Histoire », dira Jean-Louis Borloo (ministre de la Ville entre 2002 et 2004), a coûté 48 milliards aux contribuables entre 2005 et 2015. Le budget du ministère est de 438 millions d'euros en 2016. ».

<http://www.contribuables.org/2016/12/politique-de-la-ville-le-constat-dechec-infographie/>

<https://youtu.be/HzdnD0p2ZRY>

Et pendant ce temps, les gouvernants de la France en guerre asymétrique chipotent sur 850 millions pour la Défense nationale

« Ainsi, la réduction de 850 millions € des ressources prévues pour les armées en 2017 est-elle un signal de faiblesse donné à nos adversaires. Elle est perçue comme une baisse de l'effort de Défense en pleine « guerre ». De surcroît, la démission du chef d'état-major des Armées est considérée à juste titre comme une perte de crédibilité du chef de l'Etat, chef des Armées, et une fragilisation générale de notre armée.

Les mois à venir pourraient voir se multiplier les actions terroristes sur le territoire national dans des formes nouvelles. L'Etat doit organiser la Nation pour gagner cette guerre qui s'annonce longue et difficile. »

Charité bien ordonnée commençant par soi-même, l'ASAF préconise cependant : *« Pour vaincre, les Français ne doivent pas seulement proclamer les « valeurs républicaines » mais surtout retrouver la confiance, faire preuve de courage dans le quotidien et montrer une détermination sans faille dans ce combat permanent pour la liberté. »*

Jacques Chassaing

<http://www.ville.gouv.fr/?tout-sur-la-politique-de-la-ville>

<http://www.onpv.fr/donnees/les-10-objectifs-de-la-politique-de-la-ville>

http://www.lemonde.fr/societe/article/2017/07/29/le-budget-de-la-politique-de-la-ville-n-echappera-pas-aux-coupes-budgetaires_5166361_3224.html

<http://www.vie-publique.fr/actualite/alaune/politique-ville-moyens-financiers-renforcer.html?xtor=EPR-56>

Jacques CHASSAING